
Ukraine: Kyiv place sous sanctions 11 propagandistes pro-russes de Moldavie

Description

Le 20 septembre, le Président ukrainien a signé trois décrets de mise en application des décisions du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine, plaçant sous sanctions plusieurs hommes d'affaires et responsables impliqués dans des violations de droits humains en Crimée mais également onze propagandistes pro-russes de Moldavie.

Il s'agit de Vasile Bolea, propagandiste qui soutient dans les médias la politique étrangère de Moscou, de Dmitri Konstantinov, président de l'Assemblée populaire de Gagaouzie qui relaie les narratifs du Kremlin, de Victoria Furtună, dirigeante du parti Moldova Grande, des députés Constantin Starîș et Bogdan Țirdea du Bloc des communistes et socialistes, d'Evghenia Guțul, gouverneure de Gagaouzie, de Ion Mahu, un ancien employé du Service d'information et de sécurité, de Victor Petrov, député de l'Assemblée populaire gagaouze, de Iurie Ciofu, dirigeant d'une organisation d'anciens combattants, de Natalia Parasca, dirigeante du Parti de la renaissance et d'Igor Șornikov, analyste de la région transnistrienne.

Les personnalités visées se verront interdire l'accès au territoire de l'Ukraine mais également imposer des restrictions commerciales et financières.

A Chisinau, ce geste de Volodymyr Zelensky est perçu comme un signal du soutien au processus d'intégration européenne de la Moldavie.

Le site de la Présidence ukrainienne précise que ces mesures, adoptées en coordination avec d'autres pays partenaires, visent à entraver les manipulations russes, à protéger les droits humains dans les territoires occupés et à contrer la propagande de Moscou.

Les sanctions concernent aussi Oleksandr Rodjers, publiciste russe d'origine ukrainienne qui a nié publiquement l'existence de l'Ukraine et appelé à des modifications des frontières de l'Ukraine, a diffusé des publications anti-ukrainiennes et a justifié l'agression armée de l'Ukraine par la Russie. Ekaterina Mizoulina, directrice de « Ligue russe pour un Internet sûr », est également ciblée, en tant que soutien particulièrement vocal à l'agression russe contre l'Ukraine. Au total, 66 personnalités représentant les autorités d'occupation russe de la Crimée sont placées sous sanctions, dont la prétendue ministre de l'Education, des sciences et de la jeunesse qui participe à l'entreprise de russification et de militarisation de la population de la péninsule occupée.

Sources : *Moldova 1, President.gov.ua.*

date créée

22/09/2025

Champs de Méta

Auteur-article : Céline Bayou